

Tripoli, Libye, 4^e janvier (Infosplusgabon) - Abdelhakim Belhadj, un ancien dirigeant islamiste opposé au régime de Kadhafi et leader de l'ex-rébellion libyenne durant la révolution du 17 février 2011, a réfuté jeudi soir les accusations mentionnées dans le mandat d'arrêt délivré par le bureau du Procureur général, estimant que ces accusations constituaient "une tentative de l'éloigner de la scène politique".

Le chef du département des Enquêtes du bureau du Procureur général libyen, Seddik al-Sour, a émis jeudi des mandats d'arrêt à l'encontre de six Libyens et de trente-et-un citoyens tchadiens accusés d'avoir attaqué la base militaire de Tamenhent, située dans le Sud de la Libye et de la région du Croissant pétrolier dans l'Est.

Parmi les six Libyens recherchés, figurent l'ancien chef du Groupe islamique de combattant libyen (GICL opposition islamique à Kadhafi), Abdelhakim Belhadj, qui était président du Conseil militaire de Tripoli à la suite de la chute de l'ancien régime en 2011 et l'ancien responsable des installations pétrolières dans la région Centre du pays, Ibrahim al-Jadhran et dirigeant du Front libyen, Chaaban Hedia, Alias "Abu Oubeida Zawi", ainsi que 31 personnes de l'opposition tchadienne stationnées dans le Sud de la Libye et mentionnées nommément.

"J'ai engagé un avocat pour répondre au mémorandum du Procureur général de manière légale", a déclaré Abdelhakim Belhaj à la chaîne de télévision libyenne privée "Libya Al Ahrar" jeudi soir.

M. Belhadj a souligné qu'"il n'exclut pas une intrigue fomentée par ceux qui dominent les institutions de contrôle à Tripoli", assurant : "avoir reçu des menaces qu'on le sortira de la scène politique".

La base militaire aérienne de Tamenhent a fait l'objet d'attaques intensives en mai 2017, faisant 145 morts et autant de blessés, tandis que la région du Croissant pétrolier a été attaquée par Ibrahim al-Jadhran en juin 2018, mais les forces armées libyennes stationnées à l'est du pays sous la direction du maréchal Khalifa Haftar, ont pu libérer les ports et les champs pétrolifères pour la deuxième fois consécutive.

Les observateurs de la scène politique libyenne estiment que ces mandats émis par le bureau du Procureur général libyen d'arrêter des hommes influents ayant des troupes armées sur le terrain exacerberont la situation et pourraient mener à une redistribution des cartes.

Cela intervient au moment où le pays se dirige, dans quelques jours vers la mise en place du Plan d'action de l'Envoyé de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, avec la Conférence générale inclusive début janvier courant et les élections générales au Printemps 2019.

FIN/INFOSPLUSGABON/MML/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon